

**Chambre des Représentants
de Belgique**

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (*)

14 MAI 1997

PROJET DE LOI

**modifiant les lois sur le Conseil
d'Etat, coordonnées le
12 janvier 1973**

AMENDEMENTS

N° 2 DE MME CAHAY-ANDRE

Art. 5bis (nouveau)

Insérer un article 5bis (nouveau) libellé comme suit :

« Art. 5bis. — « L'article 112 des mêmes lois coordonnées est remplacé la disposition suivante :

« Art. 112. — Les titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat peuvent, moyennant l'avis prévu à l'article 107, alinéa 3, être autorisés temporairement par le Roi à accomplir des missions ou exercer des fonctions auprès d'institutions supranationales, internationales ou étrangères.

Au cas où les tâches qui leur sont dévolues ne leur permettent plus de s'acquitter de leurs fonctions au Conseil d'Etat, ils font l'objet d'une mesure de détachement.

La durée totale de détachement ne peut excéder les périodes d'exercice effectif de fonctions au Conseil d'Etat ou, à tout le moins, six ans.

Voir :

- 991 - 96 / 97 :

- N° 1 : Projet transmis par le Sénat.
- N° 2 : Amendement.

(*) Troisième session de la 49^e législature.

**Belgische Kamer
van Volksvertegenwoordigers**

GEWONE ZITTING 1996-1997 (*)

14 MEI 1997

WETSONTWERP

**tot wijziging van de wetten op de
Raad van State, gecoördineerd
op 12 januari 1973**

AMENDEMENTEN

N° 2 VAN MEVR. CAHAY-ANDRE

Art. 5bis (nieuw)

Een artikel 5bis (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 5bis. — « Artikel 112 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 112. — De ambtsdragers bij de Raad van State kunnen, op het advies als bedoeld in artikel 107, derde lid, door de Koning worden gemachtigd om een opdracht te vervullen of een ambt uit te oefenen bij supranationale, internationale of vreemde instellingen.

Ingeval de hun aldus toegewezen taak hen in de onmogelijkheid stelt hun ambt bij de Raad van State uit te oefenen, worden zij buiten formatie gesteld.

De totale duur van de buitenformatiestelling mag niet langer zijn dan de periodes van werkelijke dienst bij de Raad van State en in geen geval zes jaar overschrijden.

Zie :

- 991 - 96 / 97 :

- N° 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.
- N° 2 : Amendement.

(*) Derde zitting van de 49^e zittingsperiode.

Si, à l'expiration du détachement, les intéressés n'ont pas repris leurs fonctions au Conseil d'Etat, ils sont réputés démissionnaires.

Les titulaires détachés conservent leur place sur la liste de rang. Le temps qu'ils passent dans la position de détachement est considéré comme une période de service effectif.

Ils continuent à percevoir le traitement attaché à leurs fonctions au Conseil d'Etat. Aucune rétribution complémentaire ne peut leur être accordée, ni aucune indemnité en dehors de celles qui couvrent les charges réelles inhérentes aux missions ou aux fonctions confiées et de celles qui sont fixées par le Roi dans chaque cas particulier. ».

JUSTIFICATION

Le détachement auprès d'une organisation internationale tel qu'il est réglé par l'article 112 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat s'écarte sur plusieurs points importants du régime régissant le détachement auprès d'une organisation nationale tel qu'il est prévu par l'article 111 des mêmes lois coordonnées :

— dans le premier cas, les intéressés sont placés en position hors cadre alors que dans le second cas, ils font l'objet d'une mesure de détachement;

— il s'ensuit que dans le premier cas, les intéressés cessent de percevoir le traitement attaché à leurs fonctions au Conseil d'Etat et de participer à l'avancement alors que dans le second cas, les titulaires détachés conservent leur place sur la liste de rang et leur période de services effectifs de même qu'ils continuent à percevoir le traitement attaché à leurs fonctions au Conseil d'Etat.

Ces différences de régime découragent les membres du Conseil d'Etat belge à exercer leurs fonctions auprès d'institutions internationales alors qu'ils sont régulièrement sollicités en ce sens. A l'heure où le droit administratif devient de plus en plus européen en plusieurs de ses branches (environnement, marchés publics, enseignement ...), un détachement temporaire dans une organisation internationale doit être favorisé et ce, tout au bénéfice du Conseil d'Etat lui-même. Il suffit d'ailleurs de comparer les mesures existantes chez nos voisins français à cet égard.

Aussi, je dépose un amendement modifiant l'article 112 actuel des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat en vue d'aligner le régime qu'il prévoit sur celui fixé par l'article 111 des mêmes lois coordonnées et relatif au détachement auprès d'une organisation nationale.

Etant donné que les magistrats concernés font l'objet d'une mesure de détachement, les articles 111bis et 113 s'y appliquent sans qu'il soit nécessaire de les répéter.

P. CAHAY-ANDRE

Indien de betrokkenen bij het verstrijken van de duur van de buitenformatiestelling hun ambt in de Raad van State niet opnieuw hebben opgenomen, worden zij geacht ontslag te hebben genomen.

De gedetacheerde ambtsdragers behouden hun plaats op de ranglijst. De in de stand van detachering doorgebrachte tijd wordt als een periode van werkelijke dienst beschouwd.

Zij blijven de aan hun ambt in de Raad van State verbonden wedde genieten. Geen enkele aanvullende bezoldiging, noch vergoeding mag hun worden verleend buiten die welke de werkelijke lasten verbonden aan de toevertrouwde opdrachten of ambten dekken en die welke door de Koning in ieder bijzonder geval worden bepaald. ».

VERANTWOORDING

De detachering bij een internationale instelling, zoals die bij artikel 112 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State geregeld wordt, wijkt op een aantal belangrijke punten af van de detachering bij een nationale instelling zoals die door artikel 112 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State wordt geregeld :

— in het eerste geval worden de betrokkenen buiten de formatie gesteld en in het tweede geval worden zij gedetacheerd;

— daaruit volgt dat zij in het eerste geval niet langer de aan hun ambt bij de Raad van State verbonden wedde genieten en niet meer in aanmerking komen voor bevordering, terwijl in het tweede geval de gedetacheerde ambtsdragers hun plaats op de ranglijst behouden, hun in de stand van detachering doorgebrachte tijd als een periode van werkelijke dienst wordt beschouwd en zij de aan hun ambt in de Raad van State verbonden wedde blijven genieten.

Die uiteenlopende regelingen ontnemen de leden van de Belgische Raad van State de lust om hun ambt te gaan uitoefenen bij een internationale instelling, hoewel zij daar geregeld toe aangezocht worden. Nu het bestuursrecht op velerlei gebied (milieuzaken, overheidsopdrachten, onderwijs ...) steeds meer Europese allures begint aan te nemen, dient tijdelijke detachering bij een internationale instelling te worden aangemoedigd. De Raad van State zelf kan daar alleen maar wel bij varen : kijken wij maar naar de maatregelen die op dat vlak door onze Franse burens genomen worden.

Derhalve dien ik een amendement in tot wijziging van het huidige artikel 112 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, met de bedoeling dat artikel in overeenstemming te brengen met de regeling waarin artikel 111 van dezelfde gecoördineerde wetten voorziet wat de detachering bij een nationale instelling betreft.

Aangezien de betrokken magistraten gedetacheerd worden, vallen zij onder de toepassing van de artikelen 111bis en 113 en die hoeven dus niet herhaald te worden.

N° 3 DE MM. TAVERNIER ET JEAN-PIERRE VISEUR

Art. 3

Remplacer cet article par la disposition suivante :

« Art. 3. — *L'article 70 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat est remplacé par la disposition suivante :*

« Art. 70. — § 1^{er}. *Les conseillers d'Etat sont nommés par le Roi après avis d'une commission de sélection. Cette commission est constituée pour chaque vacance, compte tenu du rôle linguistique de la fonction à attribuer, et elle se compose :*

— *d'un conseiller d'Etat qui la préside et qui est désigné par l'assemblée générale du conseil d'Etat;*

— *d'un membre de l'auditorat qui est désigné par les membres de celui-ci;*

— *d'un membre du bureau de coordination qui est désigné par les membres de celui-ci;*

— *d'un avocat qui plaide régulièrement devant le Conseil d'Etat, et qui est désigné par le conseil général de l'Ordre national des avocats;*

— *de deux professeurs d'université qui enseignent le droit dans une université belge et qui sont désignés par l'assemblée générale du conseil d'Etat.*

Toute vacance est publiée au Moniteur belge. Cette publication pourra avoir lieu au plus tôt trois mois avant la vacance.

La commission de sélection entend les candidats d'office ou à leur demande. Elle classe les candidats selon leur capacité à exercer la fonction à attribuer.

Les avis et le classement doivent être motivés de manière détaillée.

Les avis et le classement sont communiqués au ministre de l'Intérieur et à l'intéressé par le président de la commission de sélection.

Lorsque le ministre de l'Intérieur ne souhaite pas suivre l'avis de la commission de sélection, il doit communiquer la raison de son refus et son propre choix à la commission de sélection en les motivant de manière détaillée.

La commission de sélection dispose d'un délai d'un mois pour transmettre au ministre ses observations relatives au choix qu'il a fait. Pendant ce délai, elle peut entendre toutes les personnes dont elle estime l'audition nécessaire.

Lorsque le ministre de l'Intérieur admet les observations de la commission de sélection, le Roi procède à la nomination.

Lorsque le ministre souhaite déroger une nouvelle fois à l'avis de la commission de sélection, la nomination se fait par un arrêté royal motivé de manière circonstanciée et délibéré en Conseil des ministres.

§ 2. *Nul ne peut être nommé conseiller d'Etat s'il n'a trente-sept ans accomplis, s'il n'est docteur en*

N° 3 VAN DE HEREN TAVERNIER EN JEAN-PIERRE VISEUR

Art. 3

Dit artikel vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 3. — *Artikel 70 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State wordt vervangen door de volgende bepaling :*

Artikel 70. — § 1. De staatsraden worden door de Koning genoemd na advies door een selectiecommissie. Deze commissie wordt, volgens de taalrol van het te begeben ambt, voor elke vacature samengesteld en bestaat uit :

— *één staatsraad die de commissie voorziet, hiertoe door de algemene vergadering van de Raad van State verkozen;*

— *één lid van het auditoraat, hiertoe door zijn leden verkozen;*

— *één lid van het coördinatiebureau, hiertoe door zijn leden verkozen;*

— *één advocaat die regelmatig voor de Raad van State optreedt, hiertoe verkozen door de algemene raad van de Nationale Orde van Advocaten;*

— *twee hoogleraren die rechtswetenschappen doceren aan een Belgische universiteit, hiertoe door de algemene vergadering van de Raad van State verkozen.*

Iedere vacature wordt in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt. Deze bekendmaking mag niet vroeger dan drie maanden voor het ontstaan van de vacature geschieden.

De selectiecommissie hoort de kandidaten ambts-halve of op hun verzoek. Zij rangschikt de kandidaten volgens hun bekwaamheid voor het te begeben ambt.

De adviezen en de rangschikking dienen omstandig gemotiveerd te zijn.

De adviezen en de rangschikking worden aan de minister van Binnenlandse Zaken en aan de betrokkene meegedeeld door de voorzitter van de selectiecommissie.

Indien de minister van Binnenlandse Zaken het advies van de selectiecommissie niet wenst te volgen, dient hij op omstandig gemotiveerde wijze de reden hiervoor alsmede zijn eigen keuze te laten kennen aan de selectiecommissie.

De selectiecommissie beschikt over een termijn van één maand om haar opmerkingen betreffende de keuze van de minister aan deze laatste over te zenden. Gedurende deze termijn kan zij eenieder horen waarvan zij het nuttig acht.

Indien de minister van Binnenlandse Zaken akkoord gaat met de bemerkingsen van de selectiecommissie, geschiedt de benoeming door de Koning.

Indien de minister opnieuw van het advies van de selectiecommissie wenst af te wijken, geschiedt de benoeming bij een omstandig gemotiveerd en in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

§ 2. *Niemand kan tot staatsraad worden benoemd tenzij hij volle zevenendertig jaar oud en doctor of*

droit ou licencié en droit, s'il ne peut justifier d'une expérience professionnelle utile de nature juridique de 10 ans au moins et s'il ne satisfait pas à l'une des conditions suivantes :

1° avoir réussi le concours d'auditeur adjoint ou de référendaire adjoint au Conseil d'Etat ou le concours de référendaire à la Cour d'arbitrage;

2° avoir présenté avec succès une thèse de doctorat en droit ou être agrégé de l'enseignement supérieur en droit;

3° être titulaire d'une charge d'enseignement du droit dans une université belge.

Nul ne peut être nommé conseiller d'Etat dans les deux ans de la période pendant laquelle il a fait partie d'un cabinet ministériel.

§ 3. Le Conseil d'Etat choisit en son sein son premier président, son président et ses présidents de Chambre pour une période renouvelable de six ans. ».

JUSTIFICATION

Même si les diverses juridictions ont des missions et des caractéristiques propres, il y a lieu de tendre vers une certaine uniformité des procédures de nomination de leurs membres. L'on a tendance, aujourd'hui, à objectiver les nominations, tant pour ce qui est du pouvoir judiciaire qu'en ce qui concerne les juridictions *sui generis*, comme le Conseil d'Etat. Pour qu'il soit possible de le faire, il faut que les conditions de nomination et la procédure de nomination offrent toutes les garanties nécessaires. Concernant le Conseil d'Etat, le Gouvernement est favorable à un système de présentation par le conseil lui-même et ayant force (quasi) obligatoire lorsque celui-ci la fait à l'unanimité. Dans les autres cas, le Roi pourrait choisir un candidat et la Chambre et le Sénat pourraient exercer à tour de rôle un droit d'évocation. Il est donc évident que les présentations par l'assemblée générale du Conseil d'Etat ont une valeur capitale.

Par analogie avec ce qui a été fait au niveau du pouvoir judiciaire, les auteurs des amendements qui vous sont soumis proposent que l'on prévienne qu'il y a lieu de recueillir l'avis d'une commission de sélection composée, pour moitié, de titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat et, pour moitié, de membres qui n'occupent aucune fonction au sein de celui-ci. Cette commission devrait émettre un avis et établir un classement. La règle devrait être que le Roi doit suivre cet avis.

Le présent amendement Lui permet de ne pas le suivre, auquel cas le ministre doit faire la présentation motivée d'un autre candidat et demander un deuxième avis à la commission de sélection. Lorsque la divergence d'opinion entre la commission de sélection et le ministre persiste, celui-ci ne peut s'écarter du deuxième avis qu'en procédant à une nomination par la voie d'un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. La procédure que prévoit le présent amendement doit permettre d'élargir la base de la sélection et de ne pas se limiter aux magistrats. Grâce à la présentation de personnes extérieures, l'on pourra prévenir tous les risques de sclérose liés aux présentations limitées aux candidats internes.

licentiaat in de rechten is en een nuttige juridische beroepservaring van ten minste tien jaar kan doen gelden en aan één van de volgende voorwaarden voldoet :

1° geslaagd zijn voor het vergelijkend examen van adjunct-auditeur of adjunct-referendaris in de Raad van State of het vergelijkend examen van referendaris bij het Arbitragehof;

2° met goed gevolg een proefschrift tot het verdedigen van het doctoraat in de rechtsgeleerdheid hebben verdedigd of geaggregeerde zijn voor het hoger onderwijs in de rechten;

3° houder zijn van een leeropdracht rechtswetenschappen aan een Belgische universiteit.

Niemand kan tot staatsraad worden benoemd binnen de twee jaar nadat hij deel heeft uitgemaakt van een ministerieel kabinet.

§ 3. De Raad van State kiest uit zijn leden zijn eerste voorzitter, zijn voorzitter en zijn kamervoorzitter voor een periode van zes jaar, die kan worden hernieuwd. ».

VERANTWOORDING

Alhoewel ieder rechtscollege zijn eigen taken en eigenheden heeft, dient in de benoemingsprocedure van de leden ervan toch een zekere eenvormigheid te worden nagestreefd. Thans wordt zowel voor de rechterlijke macht als voor de rechtscolleges *sui generis*, waaronder de Raad van State, een objectivering van de benoemingen nagestreefd. Zowel de benoemingsvoorwaarden als de benoemingsprocedure moeten daarvoor de nodige waarborgen bieden. In het geval van de Raad van State kiest de regering voor een (quasi) bindende voordracht door de Raad van State indien deze unaniem is. In de andere gevallen is er een keuzemogelijkheid voor de Koning en is er evocatie mogelijk, beurtelings door Kamer of Senaat. Het zwaartepunt ligt dus bij de voordrachten door de algemene vergadering van de Raad van State.

Naar analogie met de ontwikkelingen in de rechterlijke macht kiezen de indieners van huidige amendementen voor een advies door een selectiecommissie, die bestaat uit evenveel externen als ambtsdragers bij de Raad van State. Zij geven advies en stellen een rangschikking op. De regel zou moeten zijn dat de Koning dit advies volgt.

Er wordt in een mogelijkheid voorzien om hiervan af te wijken. De minister dient dan op gemotiveerde wijze een andere kandidaat voor te stellen en een tweede advies aan de selectiecommissie te vragen. Indien de selectiecommissie en de minister van mening blijven verschillen, dan kan slechts van het tweede advies worden afgeweken door een benoeming bij een in Ministerraad overgelegd koninklijk besluit. Met deze procedure beoogt het amendement een selectie op een bredere basis dan enkel door magistraten. Het opnemen van externen voorkomt iedere vorm van verstarring door louter interne voordrachten.

De plus, le pouvoir final de nomination reste entre les mains de qui de droit, c'est-à-dire du Roi. La procédure particulière à suivre et l'obligation de prendre un arrêté délibéré en Conseil des ministres, soulignent le caractère exceptionnel des dérogations pour pouvoir déroger au deuxième avis. De la sorte, c'est l'ensemble du Gouvernement qui assume, devant le Parlement, la responsabilité des dérogations en matière de nominations.

N° 4 DE MM. TAVERNIER EN JEAN-PIERRE VISEUR

Art. 5bis (nouveau)

Insérer un article 5bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 5bis. — *L'article 111 des mêmes lois est complété par un alinéa 6, libellé comme suit :*

« *Aucun détachement auprès d'un cabinet ministériel n'est possible.* » »

JUSTIFICATION

Il ne sied pas qu'un magistrat (au sens large du terme) puisse faire partie temporairement d'un cabinet ministériel et participer ainsi à l'exercice du pouvoir politique, pour se remettre ensuite à exercer en toute indépendance sa charge de magistrat.

Lorsque le gouvernement a besoin d'un avis, il dispose d'un large éventail de possibilités de consulter le Conseil, sans qu'il ne faille détacher personne.

Bovendien blijft de uiteindelijke bevoegdheid voor de benoeming daar liggen waar ze moet liggen : bij de Koning. Het uitzonderlijke karakter van afwijkingen wordt benadrukt door de bijzondere procedure die dan moet worden gevolgd en door de verplichting om bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit af te wijken van een tweede advies. Zo wordt de voltallige regering tegenover het Parlement politiek verantwoordelijk voor een afwijkend benoemingsbeleid.

N° 4 VAN DE HEREN TAVERNIER EN JEAN-PIERRE VISEUR

Art. 5bis (nieuw)

Een artikel 5bis (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 5bis. — *Artikel 111 van de gecoördineerde wetten wordt aangevuld met een zesde lid, luidend als volgt :*

« *Geen detachering is mogelijk bij een ministerieel kabinet.* » »

VERANTWOORDING

Het past niet dat eender welke magistraat (in de brede zin) tijdelijk deel uitmaakt van een ministerieel kabinet en aldus deelneemt aan de uitoefening van de politieke macht, om nadien weer in alle onafhankelijkheid zijn ambt als magistraat uit te oefenen.

Indien de regering advies nodig heeft, dan beschikt zij over ruime mogelijkheden om zulks aan de Raad te vragen, zonder dat daartoe detacheringen vereist zijn.

**J. TAVERNIER
J.-P. VISEUR**